

Dossier réalisé par
Nicolas Laermans et
Philippe Taquet (revue
« Démocratie » du MOC)

LA BOLIVIE EN QUELQUES CHIFFRES

Population
9.975.600

Superficie
1.098.581 km² (36 X la Belgique)

Densité
9,4 hab./km²
(Belgique= 352 hab./km²)

Capitale
Sucre et La Paz (4000m d'altitude)

Langues
Espagnole + langues indiennes
(Quechua, Aymara, Guarani... 36
langues autochtones reconnues)

Groupes de population
Officiellement : 36 peuples indigènes
(Quechua 30%, Aymara 25%...) + «
métis » (30%) + européens (15%).

Monnaie Boliviano (±11= 1€)

PIB/Hab. 1.500\$US
(Belgique=37.900\$US)

IDH (2009)
« Indice de Développement humain
(ONU) » 0,729 (113ème/182),
Belgique= 0,953 (17ème/182)

Population sous le seuil de pauvreté
70% (15% en Belgique)

Taux d'alphabétisation 86%

Espérance de vie 66, 5

Médecins/1000 hab.
1,3 (Belgique=4)

Produits exportés
Gaz naturel, pétrole, étain, lithium...
(vers Brésil et USA notamment)

De retour de Bolivie impressions d'un voyage organisé par Solidarité Mondiale

Du 18 novembre au 2 décembre, dix permanents et bénévoles du Mouvement Ouvrier Chrétien sont partis à la rencontre des partenaires de Solidarité Mondiale en Bolivie. Un voyage qui a permis de mieux connaître l'engagement, les actions et les projets menés par les mouvements sociaux soutenus par notre ONG, mais aussi d'avoir un aperçu de la complexité du processus de changement politique en cours dans ce pays.

Contexte politique

Élu président en 2005 puis réélu confortablement (64%) pour un deuxième mandat en 2009, l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales et, aux élections législatives, de son parti le MAS (Mouvement vers le socialisme) a marqué un tournant dans l'histoire de la Bolivie. Premier président d'origine indienne (60% de la population) et paysanne, il incarne un changement socialiste qui succède à l'alternance de périodes de conflits, de dictatures et plus récemment d'application de

recettes néo libérales basées notamment sur la privatisation et les investissements étrangers.

L'arrivée au pouvoir d'Evo Morales qui a suscité l'enthousiasme d'une bonne partie de la population jusque-là marginalisée, s'est concrétisée par un vaste chantier participatif de modification de la constitution ainsi que des mesures ambitieuses et inédites : avancées en termes de protection sociale, autonomie de communautés indigènes et territoriales, nationalisation partielle de l'exploitation du gaz et du pétrole... En outre, durant cette période, les finances de l'État ont bénéficié de l'augmentation du prix des matières premières. Toutefois, au bout de 6 ans de mandat, nous avons pu nous rendre compte, au travers de nombreuses rencontres, que les déceptions et critiques envers le pouvoir en place ne manquent pas, à l'heure actuelle, en Bolivie. Qu'il s'agisse de reprocher au final la lenteur et la « tiédeur » des réformes socio-économiques dont les





effets concrets tardent à se faire sentir, certaines dérives autoritaires du pouvoir en place ou encore le changement d'attitude du gouvernement face aux mouvements sociaux.

Mouvements sociaux

Ce dernier point est particulièrement sensible actuellement depuis l'épisode du « TIPNIS »¹ qui a vu, le 27 septembre 2011 à Yucumo, les forces de police gouvernementales réprimer violemment une marche indigène contre le projet de construction d'une route qui devait traverser leur territoire. Un paradoxe pour un gouvernement présenté comme celui des « mouvements sociaux », et pour un président qui n'hésite pas à jouer la carte de son origine ethnique, et qui est arrivé au pouvoir en partie grâce au soutien des ONG.

Notre court séjour nous a permis de voir à quel point la contestation sociale est vivace en Bolivie : pas une journée sans une manifestation à La Paz (capitale administrative et siège du gouvernement), sans qu'une rue soit bloquée par des pneus en feu, des pierres ou une marche de protestation. Moyens supplémentaires pour l'université de El Alto (voir encadré) et gratuité du BAC, augmentation des pensions du secteur de la santé, prolongation de mesures de régularisation de véhicules arrivant aux frontières destinés à la vente, augmentation du prix de l'essence... les motifs sont aussi nombreux et variés que les moyens utilisés pour se faire entendre.

C'est que la politique est omniprésente

en Bolivie et de manière beaucoup plus directe que chez nous. Au-delà de la participation aux élections, des tas de mobilisations se mettent en place au nom des étudiants, femmes, paysans, « grémiales » (vendeur de rue de l'informel), habitants des quartiers pauvres... le tout organisé en un dédale de fédérations, confédérations, coopératives et sections locales qui chacune présentera ses recommandations au gouvernement, fera jouer ses représentants au sein du parlement, revendiquera une place dans la constitution puis sa concrétisation en lois et finalement l'application réelle, parfois fort lointaine, de celles-ci.

En effet, si la politique en Bolivie apparaît très vivante, on a en même temps l'impression qu'elle dépasse rarement la sphère idéologique ou symbolique et que lorsque c'est le cas (nationalisation du pétrole par exemple), elle peut s'avérer plus riche en compromis qu'annoncée au départ.

Évidemment, tout ceci ne se passe pas sans divisions d'intérêts et différences idéologiques, comme nous avons pu nous en rendre compte, notamment lors d'une rencontre avec les représentants d'une confédération de la jeunesse proches du MAS. Ceux-ci nous ont exprimé leur désaccord avec certaines des organisations partenaires de Solidarité Mondiale en Bolivie. Jusqu'à avoir voulu leur faire fermer boutique, ils leur reprochent de ne pas être des ONG « natural », c'est-à-dire dépendantes d'ONG internationales, pas

assez gérées par la base (dans ce cas-ci le public jeune issu des quartiers pauvres) voire pas assez indigènes et surtout n'ayant pas une vision du changement suffisamment politique pour être efficace.

Ce genre de critiques liées au contexte politique bolivien a, en tout cas, le mérite de nous poser la question, souvent trop vite contournée, de l'influence des forces politiques et idéologiques nationales sur l'action des partenaires soutenus par les ONG et le type de développement promu par celles-ci. De même, la question de la manière dont on se positionne vis-à-vis de revendications identitaires ou « nationalistes » que nous sommes habitués à rejeter quand elles concernent le repli d'une communauté privilégiée sur ses acquis. Ce qui n'est pas le cas en Bolivie puisqu'il s'agit davantage de la reconnaissance et de l'accès au pouvoir politique de communautés économiquement faibles qui, pendant longtemps, n'ont pas eu droit au chapitre dans leur pays et l'ont encore moins dans la mondialisation. Si cette recherche d'identité est au cœur du processus de changement bolivien, comme l'atteste la nouvelle constitution qui reconnaît le caractère multiethnique de la nation bolivienne, elle demeure visiblement un point de tension important dans le pays.

¹ Territoire Indigène Parc National Isiboro Sécuré.

Travail informel

Le fait que les $\frac{3}{4}$ des travailleurs se situent dans le secteur informel (économie parallèle) est une autre réalité importante en Bolivie, partagée par de nombreux pays pauvres. L'activité informelle s'y développe sur le peu d'appareil productif générateur d'emplois et sur fond d'exode rural croissant vers les grandes villes.

Une forme de pension a été mise en place pour ces travailleurs qui n'ont jamais cotisé, certains soins de santé de base sont en principe accessibles et certains droits sont reconnus aux travailleurs. Malgré tout, on renonce facilement à ces droits par crainte de perdre son revenu ou de formalités qui risquent d'être longues ; le secteur pour l'instant reste exclu du système embryonnaire de sécurité sociale. De plus les conditions de travail sont souvent dures dans la rue : de nombreux problèmes de santé en témoignent, la journée de travail s'étale de « soleil à soleil », comme ils disent, et de nombreux enfants partagent celles-ci avec leurs parents au lieu d'aller à l'école.

Malgré cela, nous avons pu nous rendre compte à quel point ces travailleurs restent collectivement bien organisés pour défendre leurs intérêts alors qu'ils restent marginalisés, malgré leur importance considérable, dans le paysage syndical institutionnel du pays. Celui-ci restant dominé par quelques grands secteurs formels, notamment minier.

Bien que le rapport à l'État soit par définition assez réduit, celui-ci tente, par exemple à La Paz, d'améliorer la

situation des marchés quasi auto-gérés, que nous avons pu visiter, en termes d'hygiène, d'infrastructures ou encore d'installation électrique. Toutefois, cette a priori louable intervention des pouvoirs publics locaux dans l'informel ne va pas sans se heurter à des oppositions, dont la moindre n'est pas le fait de devoir payer une taxe, liées notamment à la crainte pour certains commerçants de voir mis à mal tout un système acquis de privilèges et hiérarchies bien établis.

En fait, vu son ampleur, le travail informel constitue une réalité bien plus complexe qu'un simple retard ou stade inférieur à notre modèle de salariat occidental : avoir plusieurs boulots dans l'informel peut être considéré comme plus sûr que n'avoir qu'un seul emploi salarié que l'on peut risquer de perdre. De même informel ne rime pas nécessairement avec pauvreté : de grosses différences de revenus existent en fonction du fait d'être propriétaire de son commerce, en fonction de son secteur d'activités, de sa position sociale...

L'économie informelle, ainsi que les autres éléments de tension abordés brièvement dans ce témoignage, constituent plus que jamais des défis majeurs du processus de changement qui est cours en Bolivie. Un processus dont le plus grand mérite est sans doute d'avoir donné légitimité et fierté à une population mise en marge de la société pendant de nombreuses années.



El Alto « la ville haute »

Située à 4150 mètres d'altitude juste au-dessus de La Paz, capitale administrative du pays, El Alto est une immense banlieue pauvre alimentée par les migrants issus des campagnes environnantes. Officiellement depuis 1984, cette agglomération est considérée comme une ville à part entière, elle dispose d'ailleurs de son propre aéroport, son université et sa cathédrale.

Simple annexe agricole de La Paz regroupant 10 000 personnes dans les années 50 et actuellement forte de plus d'1 million d'habitants, elle concentre une série de problèmes liés à son accroissement rapide, la pauvreté de sa population et des conditions climatiques et géographiques difficiles: accès aux services de base (santé, écoles, eau, égouts...), peu d'emplois, règne de l'informel, expansion incontrôlable. Ce qui la rapproche sans doute de ce qu'on peut entendre par « bidonville » même si sa configuration de même que son apparence s'en éloignent : en effet, la ville s'étale sur une immense étendue de plaines qu'encadrent des chaînes de montagnes, à travers un vaste quadrillage monotone d'habitations modestes « construites en dur » permettant la circulation de nombreux taxis et bus. Le caractère apparemment organisé de la ville tranche donc avec les amas chaotiques d'habitations de fortune que l'on peut voir aux abords de nombreuses grandes villes pauvres du monde. Malgré tout, la marginalisation géographique et économique de la population d'El Alto est évidemment source de tensions avec sa voisine La Paz, qu'elle dépasse désormais en termes de population, de même qu'un enjeu considérable pour l'ensemble du pays.

Pour ces raisons, plusieurs partenaires soutenus par Solidarité Mondiale en Bolivie sont particulièrement actifs dans les quartiers d'El Alto, en particulier avec les femmes et les très nombreux jeunes et enfants qui y vivent (voir encadré sur les partenaires).

Les partenaires de Solidarité Mondiale en Bolivie

CRISOL

(Corriente de Renovación Independiente y Solidaridad Laboral)

Créée à la fin des années 70 sous la dictature du général Hugo Banzer pour organiser la résistance aux persécutions de syndicalistes, il s'agit d'une coupole d'organisations affiliées, pour la plupart syndicales (artisans, chauffeurs, mineurs, services...), dont l'action se base principalement sur la formation.

CRISOL constitue également un courant idéologique au sein de la COB (centrale ouvrière bolivienne unique) et, à ce titre, adopte lors de congrès, des stratégies et positions politiques comme par exemple récemment la nouvelle loi nationale de sécurité sociale.

L'action de formation de CRISOL est particulièrement reconnue en matière de « capacitation » syndicale et politique avec des centaines de personnes formées chaque année dont certaines deviennent responsables syndicaux ou politiques, constituant autant de relais possibles pour CRISOL au sein de la COB, des mairies, du sénat ou encore du parlement national.

Notons également qu'en allant à l'encontre du caractère actuellement assez figé du paysage syndical bolivien, dans lequel certaines centrales historiquement importantes continuent de garder une position dominante, CRISOL défend une meilleure prise en compte de la réalité économique et sociale actuelle du pays, à travers



notamment, la reconnaissance de l'importance du secteur informel.

CASA WAKI

Développe à la fois une action proche de ce qui se fait chez nous sous forme d'écoles de devoirs pour les enfants et d'insertion/formation pour les jeunes.

La CASA WAKI est ancrée dans la ville d'El Alto (voir encadré) et son action prend son sens dans la réalité que vivent les habitants de celle-ci : pauvreté, manque d'emplois pour les jeunes, travail informel des parents, enfants des rues...

C'est ainsi que CASA WAKI propose des formations en tissage, travail du bois ou encore culture de plantes à des jeunes qui peuvent suivre ces programmes après l'école. Via du microcrédit, formations en commerce et soutien à la création d'entreprises certains jeunes peuvent également reprendre l'activité de leurs parents ou lancer la leur afin de soulager financièrement ces derniers. Enfin cette organisation très dynamique propose également divers « cafés jeunes », festivals de danse ou de théâtre et sensibilise sur les droits des jeunes travailleurs.

Gregoria APAZA

Situé également à El Alto, à partir d'un objectif général de promotion des droits des femmes, ce véritable centre de formation propose, aux femmes mais aussi aux jeunes, différents programmes de formations

techniques : couture, informatique, commerce..., ou encore des formations de « capacitation » politique et citoyenne de même que, par exemple, une radio et un magasin d'artisanat « équitable ». Gregoria APAZA est une célèbre leader indienne Aymara en révolte contre les espagnols, qui finirent par l'exécuter fin du 18ème siècle.

SENTEC

Dans la région minière d'Oruro, l'organisation développe différents programmes d'actions autour de la médecine traditionnelle (production et vente de médicaments à base de plantes, services de massage pour bébés et réflexologie...) et de la formation technique sous forme notamment de cours du soir (soudure, tournage/fraisage, fours solaires ou encore production de serres en bouteilles plastiques réutilisées). SENTEC, en collaboration avec un service public de santé, développe aussi dans une commune rurale une action peu courante dans le pays, d'accompagnement des personnes du troisième âge dans leur vie quotidienne (massages, gymnastique, alimentation...).